

Mes très cher·es ami·es,

Je souhaite par ce message nous appeler, vous appeler à la mobilisation la plus puissante, **la semaine du 12 au 17 octobre prochain**, alors que se décidera au Parlement le budget de l'Etat et avec lui le sort des politiques de solidarité que vous faites vivre.

Vous savez mieux que quiconque, par votre engagement professionnel ou bénévole, combien l'action associative pour la solidarité reste au cœur de la vie de millions de gens et de la cohésion de notre société.

Mais vous savez aussi mieux que quiconque combien nous sommes entrés en des temps de reculs et de menaces contre la solidarité.

Les politiques publiques que vous mettez en œuvre, qui font depuis si longtemps la fierté de notre pays, sont désormais menacées par les choix budgétaires d'un gouvernement et d'un Parlement qui s'obstinent depuis la sortie du « quoi qu'il en coûte » en 2022 à faire peser sur les plus fragiles une partie du nécessaire rééquilibrage des finances publiques.

Les charges des associations ne sont plus compensées. Les subventions baissent. Pour la première fois depuis des décennies des dispositifs de veille, d'hébergement, d'accompagnement et d'insertion par l'activité économique ferment.

Une association sur trois est désormais menacée de disparition.

Dans le même temps, des forces politiques qui ont toujours fait du rejet des plus fragiles et notamment des étrangers l'épine dorsale de leur vision de la société, ont le vent en poupe à quelques mois d'une élection présidentielle vitale pour le devenir de nos valeurs et de nos associations.

La récente « Une » d'un hebdomadaire ne laisse aucun doute sur leurs intentions : s'en prendre violemment à la solidarité, aux associations qui la font vivre, aux politiques publiques qu'elles portent et à travers elles aux personnes françaises et étrangères qu'elles accompagnent.

Alors que votre action est plus indispensable que jamais au vu de la montée sans précédent depuis 30 ans de la pauvreté et de la précarité, des atteintes à la dignité des femmes et des hommes mais aussi à la tranquillité de nos villes et de nos campagnes.

Je vous sais mobilisé·es, à l'action, mais aussi confronté·es à de lourdes impasses qui pèsent lourdement sur chacun·es d'entre vous.

C'est le moment de le faire savoir.

Nous ne pouvons pas laisser faire sans réagir.

Il est temps de vous faire, de nous faire entendre. De montrer notre refus d'un tel mépris des exigences les plus élémentaires de l'action contre l'exclusion. De mettre en exergue notre contribution vitale à la vie économique et sociale du pays et les coûts de notre distribution programmée.

C'est pourquoi je vous demande de vous mobiliser massivement, partout en France, durant la semaine du 12 au 17 octobre.

À Paris, un rassemblement aura lieu le **15 octobre**, puis le **16 octobre** dans d'autres régions.

Je vous propose de mettre sans plus tarder en discussion collective dans chaque association où vous vous trouvez les formes de cette mobilisation. Elles seront diverses, avec une seule finalité : cela devra se voir et s'entendre avec force.

La FAS nationale et les FAS régionales mettent à votre disposition le cadre de cette mobilisation avec des éléments de communication, des propositions d'action, etc. Nous y pourvoyons en lien étroit avec l'ensemble des acteurs du social et du médico-social sous l'égide de l'UNIOPSS.

C'est le moment d'exprimer avec la plus grande force, dans l'ouverture d'esprit qui nous caractérise, notre détermination à défendre la solidarité et nos associations dans notre pays, pour maintenant et pour demain.

Je compte sur vous, comme vous pouvez compter sur nous en ces moments de combats décisifs.

Avec toute mon amitié solidaire.

Pascal BRICE, président de la Fédération des acteurs de la solidarité